

La chienlit ?... C'est aussi vous !

Une image pas particulièrement reluisante...

Si on s'en tient aux apparences et à l'image que vous donnez de vous-même pour la com', tout va bien, ou presque... Vous vous efforcez de faire croire que vous maîtrisez la situation. Comme le fait, par exemple, l'adjoint aux finances qui répète à l'envi, sans jamais être démenti par « l'opposition », que la dette de la Ville est « maîtrisée ».

En fait, vous ne maîtrisez rien. Pas même la trouille qui vous paralyse dès lors que tombent les diktats de la finance : des (dizaines de) millions d'euros viennent d'être extorqués à nos concitoyens sans que vous trouviez la force de réagir.

Avez-vous essayé d'imaginer comment, dans quelques décennies, des historiens jugeront ce que vous venez de faire (ou d'accepter) ?! :

Vous êtes en effet élus d'une Ville en grande difficulté, dans un contexte lui-même difficile, et vous trouvez normal de concéder des sommes énormes à des escrocs de la finance. Vous trouvez normal de suivre les consignes de silence imposées par ces escrocs qui ne veulent surtout pas que la population se rende compte de ce qui se passe. Vous trouvez normal, ce faisant, de bafouer la légalité, de tronquer et de truquer les infos que vous transmettez à la presse...

Au risque de heurter votre égo, nous nous permettons de vous faire remarquer, Mesdames et Messieurs les élus, que pareilles « performances » sur un dossier d'une importance majeure ne laisseront pas aux générations futures une image de vous particulièrement reluisante...

Comment voulez-vous qu'on vous fasse encore confiance ? Comment pouvez-vous espérer être crédible quand vous prétendez défendre l'intérêt général ? Comment voulez-vous éviter, avec ces embrouilles et cet enfumage permanents, que les esprits les plus vulnérables cèdent à la tentation des délires d'extrême-droite ?

A qui avez-vous refilé le pognon ?

MM. le maire et l'adjoint aux finances, osez-vous faire une conférence de presse pour expliquer tout ce qui s'est passé autour de cet emprunt toxique, depuis sa signature il y a quelques années jusqu'aux dernières tractations de sortie qui ont sûrement eu lieu cet été ? Et osez-vous éclairer d'autres éléments désastreux du bilan Bockel (comme les toxiques M2A et SIVOM où, là aussi, des millions d'euros ont sans doute été dilapidés cet été...)?

Les derniers épisodes

Ils sont disponibles sur internet :

[Un tract d'alerte a été distribué](#) à l'entrée du conseil municipal du 29 juin dernier dont le déroulement, consternant, a été décrit dans un article paru dans L'Alterpresse68 ([braquage sous la menace d'un toxique](#)). Un autre article a [décrit et fourni l'historique du toxique](#) en question.

Fin juillet, une nouvelle interpellation est envoyée par courriel à une cinquantaine de conseillers municipaux ([Lettre ouverte aux conseillers municipaux de Mulhouse](#)). Pas de réponse, à l'exception de celle, plus qu'ambigüe, d'un adjoint membre de l'association «*Démocratie Ouverte*», elle aussi remarquablement silencieuse. Elle vient d'être sollicitée à travers un nouvel article paru dans L'Alterpresse68 ([Confidentialité dosée, démocratie bafouée et Mulhousiens floués](#)).

Parallèlement, l'adjoint aux finances, interrogé par l'hebdomadaire [Politis qui a consacré cet été un article à l'affaire](#), a refusé de répondre. D'autres articles, parus dans d'autres revues (notamment [sur le site du CADTM](#), écrit par un spécialiste des emprunts toxiques), n'ont pas davantage fait bouger les élus, résignés face aux puissances d'argent.

Sans doute vont-ils bientôt se mobiliser pour faire diversion, pour s'en prendre à ceux qui révèlent ce genre d'affaire, pour faire campagne (des élections approchent) et pour faire croire qu'ils sont déterminés à défendre l'intérêt des Mulhousiens.

Quant à se mobiliser pour affronter les banques...

QUI PAIE SES DETTES...

...SE MET UN
PEU PLUS DANS
LA MERDE



En annonçant en juin dernier la « sécurisation » prochaine de ces « produits structurés », vous vous êtes bien gardés d'évoquer l'identité précise des heureux bénéficiaires de ces millions d'euros piqués aux contribuables. La question n'est pas anodine car Dexia/Sfil affirme ne toucher aucun sous dans ces opérations. **Qui ramasse le pognon, alors ? Les banques de contrepartie ? Vous n'osez même pas les citer !...** Tout comme vous n'osez pas dire que si Dexia/Sfil a concédé quelque chose durant la négociation de « sécurisation », c'est le contribuable (national) qui va trinquer, puisque M. Sarkozy a nationalisé en catastrophe cette banque et ses pertes.

C'est aussi le contribuable (national) qui paie quand la Ville bénéficie d'un cadeau du fonds de soutien. Est-ce que vous comptabiliserez les sommes accordées (8,7 millions en provenance du fonds de soutien, rien que pour le toxique de la Ville de Mulhouse, avez-vous annoncé en juin) dans la dotation globale que vous attribuera l'Etat ?... Contre lequel vous râlez, alors qu'il applique les mêmes recettes

austéritaires que celles que vous appliquez en demandant aux associations mulhousiennes de se serrer la ceinture pour que vous puissiez donner une priorité absolue au remboursement des dettes de la Ville !

Par contre, vous n'avez pas râlé lorsque Hollande a fait voter en 2014 une loi scélérate d'amnistie bancaire dont vous subissez aujourd'hui les conséquences et qui coûtera des milliards d'euros aux contribuables (locaux et nationaux).

Vous râlerez encore pour dénoncer la baisse des moyens étatiques alloués aux collectivités. Mais vous le ferez sans doute en toute incohérence : reconnaissez-vous que, dans les mois et les années qui viennent, l'augmentation du remboursement des dettes locales va peser davantage que la baisse des dotations étatiques ? Reconnaissez-vous que ces remboursements vont devenir insoutenables du fait de l'énormité des emprunts qu'on vous a obligé à contracter cet été (entre 50 et 54 millions d'euros, rien que pour la Ville) en échange de la « sécurisation » de vos toxiques ?

Vous avez voulu donner des leçons de bonne gestion sur la crèche 24/24 ou sur l'auberge de jeunesse, par exemple. Vous êtes allés jusqu'à sanctionner les « coupables » par des fermetures arbitraires, histoire de faire croire à votre sens des responsabilités...

...Faisons un calcul à votre place : la seule pénalité de sortie du toxique de la Ville de Mulhouse correspond à environ un millénaire de subvention à l'auberge de jeunesse. Un calcul qui suffit à révéler que vous avez perdu tout repère.

Il faut faire le constat : l'ensemble de vos choix politiques récents nous enfoncent dans la « chienlit », pour reprendre l'expression qu'un de vos maîtres à penser a cru devoir remettre au goût du jour.

Le CP68

(Conseil Populaire 68 pour l'abolition des dettes publiques)